

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

COMITÉ DE L'AGRICULTURE RÉUNI EN SESSION EXTRAORDINAIRE

PROJET DE TEXTE DE LA PRÉSIDENTE SUR L'AGRICULTURE

29 juillet 2021

1 INTRODUCTION	2
2 SOUTIEN INTERNE	4
3 ACCÈS AUX MARCHÉS.....	5
4 CONCURRENCE À L'EXPORTATION	5
5 RESTRICTIONS À L'EXPORTATION	6
6 COTON	6
7 MÉCANISME DE SAUVEGARDE SPÉCIALE (MSS)	7
8 DÉTENTION DE STOCKS PUBLICS À DES FINS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	7
9 TRANSPARENCE	7
10 CONCLUSION	8
ANNEXE: PROJET DE TEXTE DU PRÉSIDENT SUR L'AGRICULTURE	9
SOUTIEN INTERNE	9
ACCÈS AUX MARCHÉS.....	11
CONCURRENCE À L'EXPORTATION	16
PROHIBITIONS OU RESTRICTIONS À L'EXPORTATION	20
COTON	22
MÉCANISME DE SAUVEGARDE SPÉCIALE EN FAVEUR DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES	24
DÉTENTION DE STOCKS PUBLICS À DES FINS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	25
TRANSPARENCE	30

1 INTRODUCTION

1.1. Une année s'est écoulée depuis que les Membres ont décidé de m'accorder leur confiance en me désignant Présidente du Comité de l'agriculture de l'OMC réuni en Session extraordinaire. Je demeure profondément reconnaissante aux Membres pour la confiance qu'ils m'ont témoignée, pour leur soutien et leur coopération constants et pour leurs encouragements alors que je cherche à négocier les obstacles que nous rencontrons sur le parcours commun qui doit nous mener à notre objectif collectif de renforcer l'Accord sur l'agriculture afin de l'adapter aux défis auxquels est confronté le système du commerce des produits agricoles. À tout moment au cours de ce processus, j'ai conservé une conscience aiguë de l'énorme responsabilité que ce rôle implique et des grandes difficultés auxquelles nous faisons tous face au cours de cette période difficile et j'aimerais saisir cette occasion pour rassurer les Membres en leur disant que je ne sous-estime pas la complexité de nos efforts collectifs ni leur importance.

1.2. Au cours de l'année écoulée, j'ai écouté avec soin et attentivement les attentes et les préoccupations des Membres, ainsi que leurs évaluations concernant ce qui est, selon eux, souhaitable et faisable, alors que nous cherchons à réaliser nos objectifs généraux. C'est ce que j'ai fait dans le cadre des réunions de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture, des consultations que j'ai tenues avec les groupes et coalitions régionaux et des discussions bilatérales que j'ai eues avec différents Membres. Je suis très consciente que tout résultat issu de nos négociations doit être le fruit de propre engagement des Membres les uns avec les autres et doit rendre compte de leur propre évaluation de la façon de concilier au mieux leurs objectifs et sensibilités avec ce qui est réaliste et atteignable, compte tenu de leur propre compréhension des objectifs et sensibilités des autres Membres, ainsi que du contexte plus générale des négociations.

1.3. C'est dans cet esprit que j'aimerais partager aujourd'hui un projet de texte initial qui, je l'espère sincèrement, sera utile aux Membres dans le cadre de leurs efforts pour faire progresser davantage nos négociations à l'approche de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM12) qui aura lieu en novembre. Le projet rend compte de mon récent rapport sur la voie à suivre en vue de la CM12 et fait fond sur ce rapport, qui a évalué l'"état actuel" des négociations¹ à la lumière du travail précieux des facilitateurs et des rapports qu'ils ont présentés sur leurs domaines de négociation respectifs. Le projet de texte tient également compte des communications qui ont été élaborées depuis, ainsi que des observations et des réflexions communiquées par les Membres dans leurs interventions au cours des séances de négociation.

1.4. Je vous invite donc à considérer ce texte comme un outil que vous pouvez utiliser pour parvenir à une convergence sur nos buts communs dans ce processus. Il constitue en tant que tel un tremplin nous permettant d'avancer dans notre voie. Dans un certain nombre de domaines, il cherche à identifier des options que les Membres pourraient examiner, esquissant ainsi les contours de compromis et d'arbitrages à l'intérieur des domaines de négociation et entre ces différents domaines. Il rend compte des efforts honnêtes que j'ai faits pour identifier les grandes lignes des "terrains d'entente" possibles qui pourraient susciter une convergence. Le texte tient compte de diverses vues qui ont été exprimées par les Membres et de tracer la voie à suivre en gardant cela à l'esprit. Il n'a pas pour vocation d'être une représentation parfaite des résultats qui peuvent ou devraient être atteints, ni de résumer toutes les vues exprimées par les Membres: en effet, il ne s'agit que d'un outil devant vous permettre de discuter les uns avec les autres dans le cadre d'un échange constructif, en utilisant collectivement ce texte comme référence en vue d'obtenir un résultat dans le domaine de l'agriculture pour la CM12.

1.5. Bien sûr, les vues des Membres continuent de diverger, y compris sur des questions essentielles. Compte tenu de cela, est-ce maintenant le bon moment pour présenter un projet de texte de ce type? Selon moi, il arrive à point nommé précisément en raison de ces divergences, qui persistent après des mois d'intenses discussions et 25 nouvelles présentations. Compte tenu du peu de temps qui nous reste avant la CM12, j'espère que ce texte pourrait nous encourager à passer à la vitesse supérieure et à engager des négociations ciblées, fondées sur des textes visant à obtenir des résultats concrets à notre retour en septembre.

1.6. J'ai bien conscience que certaines communications n'ont été présentées que très récemment ou sont encore en cours d'élaboration et seront examinées à l'automne. Comme je l'ai indiqué

¹ JOB/AG/202.

précédemment, ce texte n'est qu'un outil: c'est un document en devenir qui évoluera dans le temps en fonction de vos contributions et des négociations à venir.

1.7. Des crochets sont utilisés à un certain nombre d'endroits à des fins diverses, pour rendre compte des contributions des Membres, suggérer des variantes ou des libellés possibles. Lorsque le texte n'est pas entre crochets, cela ne veut pas dire qu'il a fait l'objet d'un degré quelconque d'acceptation de la part des Membres.

1.8. Avant de présenter brièvement les différents éléments du projet de texte et leur raison d'être, je pense que c'est aussi le moment opportun de dresser le bilan, en revenant sur le chemin que nous avons déjà parcouru jusqu'à présent, en nous rappelant la destination que nous avons convenue et en réévaluant ce qui a changé autour de nous depuis le lancement des négociations.

1.9. Cela fait 25 ans que l'Accord sur l'agriculture a été signé et que l'engagement a été pris à l'article de cet accord de poursuivre le processus de réforme engagé dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Les objectifs énoncés dans cet article demeurent aussi valables aujourd'hui qu'ils l'étaient à l'époque. Aujourd'hui, comme à l'époque, les Membres ont pour objectif commun d'établir "un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché". Aujourd'hui, comme à l'époque, ils sont résolus à poursuivre les négociations en vue de réduire progressivement le soutien et la protection. Et aujourd'hui, comme à l'époque, ils souhaitent prendre en compte et concilier les intérêts de tous les Membres, y compris le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, les préoccupations liées à des considérations autres que d'ordre commercial des Membres telles que la sécurité alimentaire, et la protection de l'environnement.

1.10. Les Membres de l'OMC peuvent raisonnablement s'enorgueillir, dans une certaine mesure, du fait que les efforts qu'ils ont déployés à ce jour ont abouti à l'accord conclu à Nairobi en 2015 visant à éliminer les subventions à l'exportation et à établir des règles régissant les autres formes de soutien à l'exportation de produits agricoles, ce qui permettrait de réaliser des progrès concrets sur l'un des engagements explicites pris dans l'Objectif 2 de développement durable des Nations Unies (ODD2). Ils ont aussi démontré, à Bali en 2013, qu'ils pouvaient parvenir à un accord sur les questions de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et de l'administration des contingents tarifaires dans le cadre d'un ensemble plus large de mesures. Toutefois, nous sommes tous conscients que cela n'est pas suffisant étant donné que le mandat énoncé à l'article 20 est large et beaucoup plus rigoureux. Il reste donc beaucoup à faire.

1.11. Et depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay en 1995, il y a eu progressivement une intégration croissante des marchés de produits alimentaires et agricoles. Selon la FAO, le commerce de ces produits a plus que doublé en termes réels, la part des échanges entre pays en développement ayant également connu une croissance rapide. Les revenus moyens ont augmenté, ce qui a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté et de ne plus souffrir de la faim. Ce processus s'est accompagné d'une prolifération d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux, alors que les pays cherchaient à améliorer leur accès aux marchés et à approfondir leur intégration avec leurs partenaires commerciaux, à la fois dans les régions voisines et au-delà.

1.12. Cependant, alors que nous avons effectivement entrepris ensemble le chemin que nous avons convenu d'emprunter, nous devrions reconnaître aussi que la route est encore longue et que nous devons accélérer le rythme si nous voulons arriver à notre destination à temps pour pouvoir changer de façon significative la vie des gens. Les marchés de produits alimentaires et agricoles restent encore très faussés et protégés. Bien trop souvent, ils fonctionnent mal et ce sont les producteurs et les consommateurs les plus vulnérables qui paient le plus lourd tribut. Dans de nombreuses régions, le sous-investissement chronique dans le secteur agricole est responsable de rendements faibles et en diminution et de la stagnation des revenus des populations rurales, accentuant la pauvreté dans certaines zones. En outre, le changement climatique crée de nouveaux défis pour les acteurs du marché, sous l'effet de la modification des régimes de température et pluviométriques ainsi que de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes qui aggravent les problèmes existants, comme l'insécurité alimentaire.

1.13. La tâche qui nous attend ne laisse effectivement aucune place au relâchement des efforts. Les organismes des Nations Unies ont récemment indiqué que, au cours de ces dernières années, les progrès dans la lutte contre la faim et la malnutrition se sont inversés, la récession économique exacerbant les effets de la pandémie de COVID-19, des conflits et du changement climatique. Ces

mauvaises nouvelles font qu'il est peu probable que nous parvenions d'ici à 2030 à atteindre les cibles des ODD relatives à l'élimination de la faim et de la malnutrition. Les Membres de l'OMC peuvent et devraient contribuer à améliorer le fonctionnement des marchés de produits alimentaires et agricoles en redoublant d'efforts pour obtenir un résultat à la CM12.

1.14. Ce résultat ne sera pas une solution globale à tous les problèmes auxquels se heurtent aujourd'hui les marchés de produits alimentaires et agricoles. Mais surtout, il peut contribuer à restaurer la confiance chez les gouvernements et d'autres acteurs en notre aptitude collective à relever les défis auxquels nous sommes confrontés et à collaborer pour y répondre. Il peut permettre de tracer la voie à suivre pour nos travaux futurs et de poser des jalons pour ce que nous souhaitons accomplir ensemble, y compris lors de conférences ministérielles ultérieures. Il est important de s'impliquer davantage, d'établir et de faire preuve d'engagement politique et de définir une orientation pour les progrès futurs. Il est de notre responsabilité de contribuer à l'effort collectif plus large visant à reconstruire des économies plus inclusives et plus durables alors que nous œuvrons ensemble pour surmonter la pandémie et asseoir les bases d'un avenir plus résilient.

1.15. En gardant cela à l'esprit, j'aimerais vous présenter le projet de texte que j'ai élaboré, sous ma propre responsabilité, pour chacun des sept domaines de négociation dans lesquels nous avons mené des travaux à ce jour, ainsi que sur la transparence. Comme il a été indiqué précédemment, ce texte est sans préjudice des positions des Membres dans les négociations et devrait être considéré comme un outil à l'appui des discussions qu'auront les Membres après la pause estivale.

2 SOUTIEN INTERNE

2.1. Le pilier soutien interne est au cœur des négociations sur l'agriculture depuis leur lancement en 2000. De nombreuses communications ont été présentées par les Membres à ce sujet, y compris très récemment, soulignant l'objectif commun visant à traiter la question du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges. Il s'agit également du domaine dans lequel il y a le plus d'attentes, tant pour les Membres développés que pour les Membres en développement. En effet, l'obtention d'un résultat sur le soutien interne n'a que trop tardé. De nombreux appels ont été lancés pour renforcer les disciplines existantes sur le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges tous en laissant dans le même temps suffisamment de marge de manœuvre aux Membres pour poursuivre leurs objectifs légitimes de politique générale tels que la sécurité alimentaire, le soutien aux petits agriculteurs dotés de ressources limitées et la promotion d'un secteur agricole résilient. Il est également nécessaire de traiter la question du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges pour garantir des conditions égales pour tous et un commerce équitable et pour éviter une concurrence coûteuse entre les trésors publics.

2.2. Compte tenu du peu de temps qui nous reste jusqu'à la CM12 et des divergences qui persistent sur la façon de soumettre le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges à des disciplines, je continue de penser que l'obtention d'un résultat concret à la CM12 selon lequel les Membres conviendraient de modalités concrètes en vue de la réduction des niveaux autorisés de ce type de soutien semble hors de portée. Après avoir écouté attentivement les vues des Membres, je n'ai décelé aucun changement fondamental dans leurs positions qui me ferait changer d'avis. Cependant, je persiste à croire que la CM12 peut constituer une étape intermédiaire utile dans le processus de réforme du soutien interne qui permettrait de définir la voie à suivre dans l'intérêt de tous les Membres. J'estime aussi qu'il est de notre devoir collectif de faire tout notre possible pour trouver un moyen d'aller de l'avant dans ce domaine important. Les différentes propositions suggérant des idées concrètes pour des résultats de fond pourraient être utiles pour la phase suivante lorsque les détails des modalités seraient examinés.

2.3. Le texte vise donc à encourager les Membres à se rejoindre à mi-chemin, en gardant à l'esprit l'objectif commun qui est de soumettre le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges à des disciplines. Le texte n'est pas figé et devrait évoluer à mesure que les Membres apportent des idées et font des suggestions pour l'améliorer. De ce point de vue, il devrait être considéré comme une base sur laquelle les Membres peuvent s'appuyer et travailler en vue d'un résultat à la CM12 et au-delà. Il propose aussi des variantes pour permettre de trouver une base plus souple pour parvenir

à un consensus dans ce domaine important, en faisant fond sur les idées des Membres, leurs communications², le rapport des facilitateurs³ et mes propres consultations.

3 ACCÈS AUX MARCHÉS

3.1. En ce qui concerne l'accès aux marchés, je continue de penser que si des éléments de ce pilier devaient être inclus dans un ensemble de résultats sur l'agriculture pour la CM12, cela contribuerait à répondre au souhait des Membres d'avoir un résultat équilibré à la CM12. En termes de contenu, je vois globalement deux composantes spécifiques d'un résultat sur l'accès aux marchés, à savoir une décision sur certains éléments spécifiques inspirés par la transparence, et un programme de travail sur les négociations relatives à l'accès aux marchés après la CM12. La question de la transparence des tarifs appliqués et du traitement des expéditions en cours de route a dominé les discussions sur la transparence dans le pilier accès aux marchés. La proposition conjointe figurant dans le document JOB/AG/212 constitue la base de mon projet de texte sur cette question. Cette proposition est le fruit de discussions approfondies entre les proposants et les non-proposants, y compris dans le cadre du processus conduit par le facilitateur pour l'accès aux marchés. Les flexibilités intrinsèques qui y figurent, notamment la possibilité de convenir d'une décision fondée sur le principe de l'effort maximal, ont été saluées par certains Membres. Les récentes discussions sur la proposition dans le cadre de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture ont confirmé que des travaux supplémentaires pourraient être nécessaires pour combler les écarts qui subsistent entre les positions des Membres. J'ai également tenté d'inclure certaines suggestions dans mon projet à la lumière des réactions des Membres à la proposition.

3.2. En ce qui concerne un programme de travail sur l'accès aux marchés après la CM12, le texte incorpore certains éléments de la proposition conjointe contenue dans le document JOB/AG/198. Plusieurs Membres ont indiqué leur préférence pour une approche globale, ce qui est reflété dans mon projet. En outre, le texte fait référence à la question des tarifs non *ad valorem* dans la perspective étroite de faciliter une conversation entre les Membres sur les modalités de l'accès aux marchés, car l'absence de données sur les équivalents *ad valorem* (EAV) pourrait empêcher une discussion éclairée sur cette question. Consciente de l'opinion de certains Membres selon laquelle la simplification tarifaire ne devrait pas être considérée uniquement sous l'angle de la transparence, je souhaite souligner que la référence aux EAV dans le texte est sans préjudice de la décision finale des Membres sur le calendrier et les modalités de modification ou de simplification de la nature de leurs engagements tarifaires. Plusieurs Membres, en particulier des Membres en développement, ont évoqué l'importance de s'attaquer aux obstacles non tarifaires (ONT). Tout en étant consciente du fait que d'autres accords et comités existants traitent régulièrement de ces questions, j'ai suggéré que les Membres réfléchissent aux options possibles pour traiter les ONT dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés des produits agricoles. Enfin, le texte reconnaît le lien qui est souvent invoqué par certains Membres entre l'accès aux marchés et d'autres piliers, en particulier le pilier soutien interne.

4 CONCURRENCE À L'EXPORTATION

4.1. En ce qui concerne la concurrence à l'exportation, le texte reconnaît l'importance de la transparence pour assurer une mise en œuvre appropriée de la Décision ministérielle de Nairobi sur la concurrence à l'exportation ainsi que la poursuite des négociations après la CM12. Des références sont faites aux examens triennaux entrepris au sein du Comité de l'agriculture et au rôle du Secrétariat pour aider les Membres à remplir leurs obligations en matière de transparence.

4.2. Le texte s'appuie également sur les éléments contenus dans la récente communication publiée sous la cote JOB/AG/211 pour suggérer des options visant à aider les Membres à trouver une façon équilibrée d'aller de l'avant pour renforcer et rationaliser les prescriptions en matière de transparence tout en tenant compte des préoccupations exprimées par un large groupe de pays en développement Membres mettant en garde contre des prescriptions supplémentaires lourdes en matière de transparence. À cet égard, il a été suggéré que le Secrétariat fournisse des données pertinentes liées au commerce pour alléger la charge des Membres.

² Il s'agit notamment des documents suivants: JOB/AG/102, JOB/AG/112, JOB/AG/137, JOB/AG/172, JOB/AG/177/Rev.2, JOB/AG/182, JOB/AG/199, JOB/AG/203 et JOB/AG/206.

³ JOB/AG/201.

5 RESTRICTIONS À L'EXPORTATION

5.1. En ce qui concerne les prohibitions ou restrictions à l'exportation, le texte cherche à refléter les domaines de convergence possibles sur les deux questions à l'étude: exempter les achats de produits alimentaires du PAM des restrictions à l'exportation et renforcer le respect des prescriptions en matière de notification au titre de l'article 12 de l'Accord sur l'agriculture.

5.2. En ce qui concerne la première question, les Membres ont reconnu le travail admirable accompli par le PAM pour lutter contre la faim et la malnutrition, qui a été dûment reconnu par l'attribution du prix Nobel de la paix 2020 au PAM. J'ai écouté attentivement les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent, y compris à la suite de la communication la plus récente du Groupe africain.⁴ Je continue de penser que le texte issu des discussions de décembre 2020, tel qu'il figure dans le rapport du facilitateur⁵, demeure une base plausible pour permettre aux Membres de reprendre les négociations en vue de parvenir à un résultat dans le domaine de l'agriculture à la CM12. De nombreux Membres ont réitéré leur soutien à ce texte, car il pourrait faciliter le travail humanitaire très apprécié du PAM, tout en tenant dûment compte des préoccupations des Membres importateurs concernant les considérations de politique intérieure et de sécurité alimentaire.

5.3. En ce qui concerne la deuxième question, le texte vise à reprendre divers éléments identifiés dans les communications des proposants, en particulier dans le document JOB/AG/207, et dans les discussions connexes tenues à ce jour, en tenant compte de leurs différents degrés de maturité. Il reconnaît en particulier l'importance de la transparence pour minimiser les effets potentiels des restrictions à l'exportation sur la volatilité des prix et la sécurité alimentaire des pays importateurs, tout en reconnaissant les préoccupations exprimées par un large groupe de pays en développement Membres concernant la charge éventuelle associée à toute prescription supplémentaire. En particulier, le texte envisage une clause de l'effort maximal prévoyant un délai de 30 jours pour le préavis et, à titre de solution alternative, une obligation prévoyant le même délai sauf dans les cas de force majeure. En outre, le texte suggère des moyens concrets par lesquels le Secrétariat pourrait aider davantage les Membres à s'acquitter de leurs obligations de notification et note la possibilité pour les Membres d'étudier comment réviser le document G/AG/2. Comme c'est le cas pour tous les autres sujets, cette section, qui prévoit aussi la poursuite des négociations après la CM12, devrait être lue à la lumière de l'ensemble du texte, en tenant dûment compte du besoin exprimé par les Membres d'assurer un équilibre approprié entre les diverses questions et priorités.

6 COTON

6.1. Comme cela a été dit à de nombreuses reprises, un résultat sur le coton reste considéré par de nombreux Membres comme un élément important d'un ensemble de résultats sur l'agriculture à la CM12, compte tenu de son rôle essentiel pour le développement socioéconomique et les moyens de subsistance de nombreuses personnes, en particulier dans les PMA Membres. Le texte couvre principalement la transparence et le soutien interne au coton ayant des effets de distorsion des échanges. Un troisième volet lié au développement est traité en parallèle dans le cadre du Mécanisme du cadre consultatif du Directeur général en faveur du coton.

6.2. En ce qui concerne la transparence, le texte reconnaît le mécanisme renforcé consacré au coton et réitère l'engagement des Membres à explorer les moyens de l'améliorer encore, en s'appuyant sur les travaux entrepris dans le cadre du processus conduit par un facilitateur et les développements ultérieurs.

6.3. Comme indiqué dans mon rapport sur l'état d'avancement des travaux⁶, le soutien interne au coton ayant des effets de distorsion des échanges constitue l'élément central des négociations sur ce sujet, et reste un objectif important pour de nombreux Membres, et une priorité pour certains – mais il se caractérise aussi par l'absence de convergence jusqu'à présent. Dans ce contexte, le texte reflète le mandat consistant à traiter la question du coton de manière ambitieuse, rapide et spécifique, tout en tenant compte du contexte global des négociations sur l'agriculture, en particulier des négociations sur le soutien interne en général.⁷

⁴ JOB/AG/206.

⁵ JOB/AG/201.

⁶ JOB/AG/202.

⁷ Il est noté que le C-4 a informé les Membres que le Groupe travaillait sur une nouvelle contribution.

7 MÉCANISME DE SAUVEGARDE SPÉCIALE (MSS)

7.1. Sur le MSS, tant le rapport du facilitateur⁸ que mon rapport sur l'état d'avancement des travaux⁹ reconnaissent le manque d'engagement technique parmi les Membres. Le projet de décision proposé sur le MSS cherche principalement à aborder cet aspect des négociations sur le MSS en encourageant les Membres à organiser des discussions techniques autour de cinq thèmes majeurs, à savoir l'évaluation des poussées des importations et les baisses de prix; les seuils de déclenchement et les contrôles croisés; les mesures correctives; la portée, y compris le champ d'application et le traitement du commerce préférentiel; et la transparence et les autres questions. L'identification de ces éléments thématiques est basée sur le processus conduit par le facilitateur des négociations sur le MSS et sur le rapport final du facilitateur. Je souscris à l'avis du facilitateur sur le rôle de la sauvegarde spéciale dans la facilitation des discussions techniques sur le MSS, et j'ai donc fait une proposition dans ce sens dans mon projet de texte.

7.2. J'ai pris note de la récente proposition du Groupe africain¹⁰ couvrant un MSS à la fois basé sur les prix et basé sur le volume. J'encourage les proposants et les non-proposants à dialoguer de manière à mieux appréhender les positions des uns et des autres.

8 DÉTENTION DE STOCKS PUBLICS À DES FINS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

8.1. La détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire est une question prioritaire pour les proposants qui n'ont cessé d'en souligner l'utilité en tant qu'instrument pour traiter la question de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des populations rurales, surtout en période de crise comme la pandémie de COVID-19. Par conséquent, ils ont demandé l'adoption d'une solution permanente par la CM12 qui soit simple, efficace et de plus large portée.

8.2. Bien que les Membres soient conscients des mandats ministériels de Bali et de Nairobi consistant à rechercher une solution permanente et reconnaissent l'utilité potentielle de cet instrument pour la sécurité alimentaire, les non-proposants restent particulièrement préoccupés par les distorsions potentielles des échanges et par le risque d'ouvrir la voie à un soutien des prix du marché illimité accordé aux programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire des pays en développement Membres. Plusieurs Membres ont fait valoir que les programmes de détention de stocks publics étaient un des nombreux instruments pouvant être utilisés pour assurer la sécurité alimentaire et ont demandé l'utilisation de mesures ayant un potentiel de distorsion des échanges minimal. Ces Membres considèrent également que prescriptions renforcées en matière de transparence et sauvegardes sont essentielles en tant qu'assurances contre les conséquences involontaires.

8.3. Vu les points de vue très divergents des Membres, il m'a été très difficile de proposer une voie à suivre sur cette question. Compte tenu des propositions des Membres et des opinions exprimées lors de mes consultations avec un large éventail de Membres, ainsi que des documents et analyses parus ces dernières années, la première option que je propose ci-dessous s'inspire du projet de texte distribué par le Ministre facilitateur lors de la CM11 ainsi que des récentes communications des Membres.¹¹

8.4. La deuxième option propose une marche à suivre avec une étape intermédiaire à la CM12.

9 TRANSPARENCE

9.1. La transparence est considérée comme une question transversale importante par plusieurs Membres, comme l'illustre une communication récente présentée par certains Membres.¹² Le texte devrait être examiné à la lumière des diverses dispositions relatives à la transparence incluses dans les décisions proposées sur les différents sujets de négociation visant à trouver une voie globale

⁸ JOB/AG/201.

⁹ JOB/AG/202.

¹⁰ JOB/AG/205.

¹¹ Les documents pertinents à cet égard comprennent le texte du Ministre facilitateur à la CM11 distribué le 12 décembre 2017, les documents JOB/AG/204, JOB/AG/206, JOB/AG/214, JOB/AG/201 et JOB/AG/210.

¹² JOB/AG/213.

pour avancer sur cette question après la CM12 dans le cadre du Comité de l'agriculture, ce qui pourrait nécessiter des modifications du document G/AG/2.

9.2. Le texte aborde également le rôle du Secrétariat en matière d'assistance technique et de développement d'outils informatiques.

10 CONCLUSION

10.1. Permettez-moi de conclure maintenant par quelques mots sur la voie à suivre.

10.2. Le projet de texte vous sera bientôt distribué avec mes explications. La prochaine réunion de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture est prévue pour les 7 et 8 septembre. L'objectif principal de cette réunion est de vous donner l'occasion de formuler vos premières observations et de discuter de la voie à suivre.

10.3. De mon côté, je reprendrai mes consultations dans diverses configurations afin de préparer le terrain pour la poursuite de notre processus de négociation pendant l'automne et de préparer la prochaine réunion de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture. Comme toujours, ma porte reste ouverte à tout Membre désireux de me contacter.

10.4. Je vous invite à profiter de la pause estivale pour étudier attentivement ce texte dans un esprit constructif. Comme cela a déjà été mentionné, il nous restera moins de trois mois avant la CM12 lorsque nous reviendrons de vacances. Nous devons également tenir compte du fait que les Membres négocieront d'autres sujets parallèlement à l'agriculture.

10.5. Le moment est venu de trouver des compromis et des solutions, et d'adapter nos attentes, le cas échéant. J'espère sincèrement que ce texte aidera les Membres à faire avancer les négociations.

10.6. Je vous encourage à utiliser ce texte pour intensifier les négociations entre vous. Mon rôle en tant que Présidente n'est pas de négocier avec vous, mais de faciliter les négociations entre vous, car c'est la seule façon de parvenir à un accord à la CM12 et au-delà. Je resterai un honnête intermédiaire et je compte sur votre soutien total alors que nous entrons dans la dernière ligne droite des négociations. En travaillant ensemble et en faisant preuve de la flexibilité nécessaire, nous pouvons parvenir à un résultat crédible sur l'agriculture à la CM12.

10.7. J'attends de vous une intensification des échanges après l'été, sous la forme de discussions ciblées et interactives évitant la répétition de positions défendues de longue date. Nous devons garder à l'esprit l'objectif plus large de ces négociations, qui peuvent faire une différence dans la vie des gens.

10.8. Je vous remercie.

ANNEXE: PROJET DE TEXTE DU PRÉSIDENT SUR L'AGRICULTURE**SOUTIEN INTERNE****PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE**

La *Conférence ministérielle*,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Rappelant l'objectif à long terme consistant à établir un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché et à arriver, par un processus suivi s'étendant sur une période convenue, à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture, qui permettraient de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir, comme indiqué dans le préambule de l'Accord sur l'agriculture,

Décide ce qui suit:

Les Membres conviennent des principes ci-après pour la négociation de nouvelles disciplines relatives au soutien interne:

1. Les Membres s'engagent à plafonner et à réduire de moitié au moins la somme des niveaux de soutien interne autorisés ayant des effets de distorsion des échanges et de la production actuellement appliqués au niveau mondial dans l'agriculture d'ici à 2030 [Autre option: Les Membres s'engagent à opérer une réduction substantielle des niveaux de soutien interne autorisés ayant des effets de distorsion des échanges et de la production] selon des modalités à négocier.
2. À cet effet, dans ces négociations seront prises en considération toutes les formes de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et de la production au titre de l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture [compte tenu du potentiel différent de distorsion des échanges et de la production que présente chaque catégorie]. [Les pays en développement se verront accorder un traitement spécial et différencié, y compris pour le soutien interne qu'il accordent aux agriculteurs ayant de faibles revenus ou dotés de ressources limitées au titre de l'article 6:2.] [Les Membres conviennent de traiter la question de la MGS supérieure aux niveaux *de minimis* autorisés en vue de réduire la concentration des subventions et de garantir des conditions égales pour tous.]
3. Les contributions des divers Membres à ces réductions devront être proportionnelles à l'importance des niveaux autorisés actuels de ces Membres et de leur incidence potentielle sur les marchés mondiaux, et tenir compte des circonstances et des besoins de développement de chacun des Membres [afin de garantir que l'objectif soit atteint à l'échelle mondiale d'ici à 2030].
4. Les PMA ne seront pas tenus de prendre de nouveaux engagements de réduction.
5. Les Membres prennent note de l'importance de la mise en œuvre des obligations de notification existantes en vertu de l'article 18 de l'Accord sur l'agriculture, et s'engagent à faire les efforts nécessaires pour présenter toutes les notifications en suspens sous la forme du tableau DS:1 afin de renforcer la transparence concernant les engagements en matière de soutien interne existants. [Les Membres s'engagent à fournir les données relatives à la valeur de la production dans le cadre de leurs notifications sous la forme du tableau DS:1.]
6. [Les Membres envisageront d'examiner et de clarifier les critères énoncés à l'Annexe 2 et les prescriptions connexes en matière de transparence, dans les cas où cela sera nécessaire, pour garantir que les mesures de soutien interne pertinentes ont des effets de distorsion des échanges ou des effets sur la production qui sont nuls ou, au plus, minimes.]

7. [Les Membres s'engagent également à simplifier et à mettre à jour les prescriptions actuelles en matière de transparence figurant dans le document G/AG/2, compte dûment tenu des contraintes de capacité de certains Membres.]
-

ACCÈS AUX MARCHÉS

PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE

LIGNES DIRECTRICES POUR AMÉLIORER LA TRANSPARENCE EN CAS DE MODIFICATIONS DES TAUX DE TARIF APPLIQUÉS

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"),

Reconnaissant que la transparence et un environnement commercial prévisible sont des éléments fondamentaux du système commercial multilatéral,

Soulignant la nécessité pour les Membres de prendre des mesures pour que le commerce international reste prévisible,

Désireux de renforcer la transparence et la prévisibilité dans l'application des taux de tarif de la nation la plus favorisée (NPF) sans faire peser une charge excessive sur l'administration douanière des Membres,

Comprenant que les hausses inattendues des taux de tarif NPF appliqués par les Membres peuvent générer de l'incertitude chez les négociants, ainsi que des coûts supplémentaires, et peuvent décourager fortement le commerce,

Réaffirmant le droit des Membres d'ajuster les taux de tarif NPF appliqués conformément à leur Liste des engagements en matière d'accès aux marchés concernant les marchandises,

Décide ce qui suit:

Portée:

1. La présente décision s'applique aux modifications des tarifs NPF appliqués concernant tant les produits agricoles que les produits non agricoles.

Meilleures pratiques dans l'application des modifications¹ des taux de tarif NPF appliqués:

2. Afin de promouvoir la prévisibilité dans l'application des modifications des taux de tarif NPF appliqués, tout en reconnaissant que les Membres ont des cadres nationaux et des pratiques d'administration douanière différents, les Membres conviennent que les options présentées dans l'Annexe 1 de la présente décision représentent les meilleures pratiques dans l'application de ces modifications.
3. Les Membres conviennent également d'examiner les options permettant d'informer l'OMC dès que possible des modifications des tarifs NPF appliqués, dans le cadre des efforts plus larges visant à améliorer la transparence au sein de l'OMC.

Application des meilleures pratiques:

4. Reconnaissant que les Membres ont des cadres nationaux et des pratiques d'administration douanière différents, les Membres [appliqueront] [devraient appliquer] au moins une des meilleures pratiques énumérées à l'Annexe 1 de la présente décision.

¹ Un Membre pourra décider de ne pas appliquer la présente décision dans les cas où les tarifs NPF appliqués sont réduits.

5. Les pays les moins avancés (PMA) Membres qui sont en mesure de le faire devraient appliquer [au moins] une des meilleures pratiques énumérées à l'Annexe 1 de la présente décision.

Élaboration en cours de meilleures pratiques:

6. Les Membres reconnaissent que des meilleures pratiques additionnelles pourront être élaborées pour améliorer la prévisibilité et la transparence en cas de modification d'un taux de tarif NPF appliqué.
7. À cette fin, les Membres sont encouragés à présenter des meilleures pratiques additionnelles au Comité de l'accès aux marchés, qui devra procéder à un examen annuel de la présente décision. Si aucune objection n'est soulevée lors de l'examen annuel, la ou les meilleures pratiques seront ajoutées à la liste figurant à l'annexe 1 de la présente décision.

Notification:

8. Les Membres [notifieront] [sont encouragés à notifier] au Comité de l'accès aux marchés la ou les meilleures pratiques qu'ils utilisent, indiquées à l'Annexe 1 de la présente décision, au plus tard [12] [6] mois suivant l'adoption de la présente décision. Les Membres [notifieront] [devraient notifier] au Comité de l'accès aux marchés les modifications ultérieures apportées à leurs pratiques.
9. Si un Membre n'est pas en mesure de mettre en œuvre l'une des meilleures pratiques présentées à l'Annexe 1 de la présente décision, il [notifiera] [devrait notifier] au Comité de l'accès aux marchés sa pratique actuelle en la matière.
10. Les Membres [devraient utiliser] [utiliseront] le modèle figurant à l'Annexe 2 de la présente décision pour notifier leur(s) pratique(s) à l'OMC.²
11. Le Secrétariat de l'OMC tiendra une liste des pratiques notifiées par les Membres.
12. Les Membres qui font face à des contraintes de ressources pour faire cette notification fourniront, à la demande d'un autre Membre, des renseignements sur la ou les pratiques en vigueur qu'ils utilisent.

Assistance technique:

13. Sur demande, le Secrétariat de l'OMC fournira une assistance technique aux Membres [en développement] qui rencontrent des difficultés pour appliquer une meilleure pratique présentée à l'Annexe 1 de la présente décision. En outre, les Membres [en développement] et les PMA Membres sont encouragés à se mettre en rapport avec les Membres pour discuter de la manière d'appliquer la ou les meilleures pratiques ou d'élaborer une meilleure pratique adaptée à leur système national.

² Les renseignements sur les pratiques notifiées fournis conformément à la présente décision le sont à des fins de transparence et ne préjugent pas leur compatibilité ou autre avec les dispositions des Accords de l'OMC pertinents.

ANNEXE 1

MEILLEURES PRATIQUES DANS L'APPLICATION DES MODIFICATIONS DES TAUX DE TARIF NPF APPLIQUÉS

1. Prévoir une approche pour que les expéditions ou envois *en cours de route*¹ puissent bénéficier du traitement tarifaire en vigueur au moment où ces expéditions ou envois commencent leur voyage final depuis le pays d'exportation.
 2. Fournir à l'avance des indications claires sur la manière dont un tarif sera modifié en réponse à des facteurs définis, tels que les variations des prix du marché ou l'indexation sur l'inflation.
 3. Offrir la possibilité de payer à l'avance les droits de douane sur les expéditions, conformément aux lois internes du Membre importateur, de sorte que l'importateur paie le tarif en vigueur au moment où les marchandises commencent leur voyage final depuis le pays d'exportation.
 4. Présenter une notification publique avant l'entrée en vigueur d'une modification d'un taux de tarif appliqué.²
-

¹ L'Oxford English Dictionary définit comme suit l'expression "*en route*" (en cours de route): "On the way, in the course of the journey" (En route, en voyage). On peut en déduire que le produit sera bientôt exporté ou a été exporté vers un marché de destination, et l'exportateur ne peut donc pas tenir compte de l'impact des modifications du tarif appliqué sur l'expédition en question. Un Membre peut avoir une définition plus précise ou fournir des indications sur son application.

² Par exemple, il pourrait s'agir d'une notification préalable à présenter dans les XX jours. Cette option comprend des actions équivalentes à la notification publique (par exemple la divulgation appropriée de renseignements provisoires au public sur la modification du tarif appliqué) dès lors que la conformité avec l'article X:2 du GATT 1994 est assurée.

ANNEXE 2

MODÈLE POUR [LA PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT/LA NOTIFICATION DE] LA PRATIQUE EN VIGUEUR DANS L'APPLICATION DES MODIFICATIONS DES TAUX DE TARIF NPF APPLIQUÉS

Membre: XYZ

Date: Jour/Mois/Année

- 1. Description de la pratique en vigueur en cas de modifications du taux de tarif NPF appliqué (y compris, le cas échéant, les hyperliens pertinents):**

- 2. Meilleure pratique correspondante dans l'Annexe 1 (cocher la pratique applicable)¹**
 - a. _____**

 - b. _____**

 - c. _____**

 - d. _____**

¹ Ce modèle serait actualisé à mesure que de nouvelles meilleures pratiques seraient approuvées.

ÉLÉMENTS POUR LA POURSUITE DES TRAVAUX APRÈS LA CM12**ACCÈS AUX MARCHÉS**

1. Les Membres conviennent de relancer les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles en vue de réduire le niveau de protection et de créer des possibilités d'accès aux marchés significatives. Ils s'engagent à obtenir des résultats renforcés en matière d'accès aux marchés grâce à une approche graduelle.
 2. Les négociations seront fondées sur les principes directeurs suivants:
 - i. Les réductions tarifaires seront effectuées à partir des taux consolidés, avec des abaissements plus importants des tarifs plus élevés, afin qu'une réduction progressive substantielle des niveaux tarifaires soit obtenue. Chaque Membre (hormis les PMA) apportera une contribution sur la base des modalités et paramètres de négociation qui seront convenus.
 - ii. Les modalités de négociation tiendront compte des différents éléments du pilier accès aux marchés et des autres piliers, en particulier le pilier soutien interne.
 - iii. Le traitement des obstacles non tarifaires dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles sera étudié.
 - iv. Il sera tenu compte du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement Membres et des considérations autres que d'ordre commercial des Membres.
 3. Pour permettre des discussions éclairées sur les modalités des réductions tarifaires, les Membres conviennent de notifier les équivalents *ad valorem* (EAV) des tarifs non *ad valorem* figurant dans leurs listes, avec une explication des données et calculs utilisés, dans les [x] mois suivant la CM12.
 4. Les Membres s'engagent à renforcer la transparence et le suivi dans le domaine de l'accès aux marchés pour les produits agricoles[, y compris en simplifiant si nécessaire les prescriptions et modèles existants pour les notifications figurant dans le document G/AG/2]. Ils conviennent aussi de faire tout leur possible pour respecter les obligations de notification actuelles dans le cadre de ce pilier.
-

CONCURRENCE À L'EXPORTATION**PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE**

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Rappelant que la Décision ministérielle de Nairobi de 2015 sur la concurrence à l'exportation (WT/MIN(15)/45-WT/L/980) a constitué un résultat historique dans la réforme du commerce des produits agricoles grâce à l'élimination des subventions à l'exportation et à l'introduction de nouvelles disciplines relatives aux crédits à l'exportation, aux garanties de crédit à l'exportation ou aux programmes d'assurance, à l'aide alimentaire internationale et aux entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles,

Soulignant l'importance de la transparence dans le cadre du pilier concurrence à l'exportation pour garantir une surveillance efficace de la mise en œuvre de la Décision de Nairobi par le Comité de l'agriculture ainsi que pour permettre une meilleure compréhension des diverses politiques en place et pour aider les Membres à négocier d'éventuelles disciplines additionnelles axées sur l'incidence de mesures d'effet équivalent sur les marchés internationaux,

S'appuyant sur l'expérience acquise par les Membres au Comité de l'agriculture lors de l'examen des pratiques des Membres en matière de concurrence à l'exportation à la suite de l'adoption de la Décision de Nairobi,

Prenant note des propositions présentées par les Membres à cet égard,

Décide ce qui suit:

1. Les Membres réaffirment leur engagement d'assurer une mise en œuvre et une surveillance effective de la Décision de Nairobi.
2. Les Membres accueillent avec satisfaction à cet égard les deux examens triennaux de la Décision de Nairobi effectués par le Comité de l'agriculture en 2018 et 2021, conformément au paragraphe 5 de cette décision[, y compris le rapport adopté par le Comité de l'agriculture à l'issue du deuxième examen triennal reproduit dans le document G/AG/XX][, et s'engagent à mener à bonne fin le deuxième examen triennal à la première réunion du Comité de l'agriculture en 2022].
3. Afin qu'il les aide mieux à mettre en œuvre la Décision de Nairobi, les Membres invitent le Secrétariat de l'OMC à poursuivre ses efforts pour fournir le soutien approprié, sur la base d'une évaluation correcte des difficultés rencontrées par les pays en développement Membres qui n'ont pas encore l'habitude de répondre au questionnaire annuel sur la concurrence à l'exportation, y compris au moyen de conseils ponctuels, de séances d'information, d'une assistance technique et d'un soutien pour le renforcement des capacités.
4. Les Membres conviennent d'adopter les améliorations énoncées à l'annexe I concernant le questionnaire annuel sur la concurrence à l'exportation. Pour les Membres qui ont des difficultés à communiquer des données sur les exportations par produit ou groupe de produits¹, le Secrétariat fournira ces données si ces Membres en font la demande.²

¹ Comme prévu, dans l'Annexe I, au point 9 de la section sur les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation ou les programmes d'assurance, au point 8 de la section sur l'aide alimentaire internationale et au point 4 de la section sur les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles.

² Ces données seront fondées sur la définition du produit ou groupe de produits considéré fournie par le Membre sur la base de la classification du Système harmonisé et proviendront de bases de données internationales officiellement disponibles, de données fournies par les Membres de l'OMC au Secrétariat de l'OMC ou d'autres sources pertinentes reconnues et facilement accessibles.

5. En vue de fournir des renseignements contextuels pour les réponses des Membres au questionnaire sur la concurrence à l'exportation, le Secrétariat de l'OMC fournira également, en complément des données sur les exportations par produit ou groupe de produits par Membre¹, des données annuelles sur les exportations mondiales totales du produit ou groupe de produits correspondant.²
 6. [Eu égard aux modifications apportées dans le domaine de la concurrence à l'exportation à la suite de l'adoption de la Décision de Nairobi, les Membres s'engagent à étudier les moyens, par un processus fondé sur des données concrètes, de simplifier, de mettre à jour et de clarifier les prescriptions et modèles pour les notifications figurant dans le document G/AG/2 conjointement avec le questionnaire annuel sur la concurrence à l'exportation, compte tenu des contraintes de capacité de certains Membres.]
 7. Les Membres réaffirment leur engagement de poursuivre, après la CM12, les négociations sur la concurrence à l'exportation en faisant fond sur les données concrètes obtenues lors de l'examen effectué au Comité de l'agriculture, en vue de renforcer les disciplines concernant les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation ou les programmes d'assurance, les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles et l'aide alimentaire internationale, pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de contournement des disciplines pertinentes qui compromette les engagements concernant l'élimination des subventions à l'exportation et pour empêcher l'utilisation de transactions non commerciales afin de contourner ces engagements. [Les flexibilités, le cas échéant, pourront inclure, entre autres choses, des périodes de mise en œuvre plus longues.]
-

ANNEXE I**CRÉDITS À L'EXPORTATION, GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION OU PROGRAMMES D'ASSURANCE (FINANCEMENT À L'EXPORTATION)**

Conformément à la Déclaration ministérielle de Bali sur la concurrence à l'exportation, les Membres continueront à fournir des renseignements sur les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation ou les programmes d'assurance dans le cadre d'un processus d'examen annuel, selon la structure suivante:

1. Description du programme (classification dans les catégories suivantes: soutien financier direct, couverture du risque, accords de crédit de gouvernement à gouvernement ou toute autre forme de soutien public du crédit à l'exportation) et législation pertinente.
2. Description de l'entité de financement à l'exportation.
3. Valeur totale des exportations de produits agricoles couvertes par les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation ou les programmes d'assurance, et utilisation par programme.
4. Moyenne annuelle des taux de prime/commissions par programme.
5. Délai de remboursement maximal par programme.
6. Délais de remboursement annuels moyens par programme.
7. Destination ou ensemble de destinations d'exportation par programme.
8. Utilisation du programme par produit ou groupe de produits.
9. [Dans la mesure du possible,] données annuelles sur les exportations totales du produit ou groupe de produits visé par des programmes de financement à l'exportation.

AIDE ALIMENTAIRE

Conformément à la Déclaration ministérielle de Bali sur la concurrence à l'exportation, les Membres continueront à fournir des renseignements sur l'aide alimentaire internationale dans le cadre d'un processus d'examen annuel, selon la structure suivante:

1. Désignation du produit.
2. Quantité et/ou valeur de l'aide alimentaire fournie.
3. Indiquer si l'aide alimentaire est fournie en nature ou en espèces, et assortie de conditions non liées, et si la monétisation a été autorisée.
4. Indiquer si l'aide alimentaire est fournie intégralement sous forme de dons ou à des conditions préférentielles.
5. Description de l'évaluation pertinente des besoins (indiquer par qui elle a été faite) et indiquer si l'aide alimentaire a été fournie en réponse à une déclaration d'urgence ou à un appel d'urgence (et qui en est à l'origine).
6. Indiquer si la réexportation de l'aide alimentaire est une possibilité prévue dans les conditions de fourniture de l'aide alimentaire.
7. [...]

8. [Dans la mesure du possible,] données annuelles sur les exportations totales du produit ou groupe de produits pour lequel le Membre fournit une aide alimentaire internationale.

ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT EXPORTATRICES DE PRODUITS AGRICOLES

Conformément à la Déclaration ministérielle de Bali sur la concurrence à l'exportation, les Membres continueront à fournir des renseignements sur les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles dans le cadre d'un processus d'examen annuel, selon la structure suivante:

1. Énumération des entreprises commerciales d'État
 - Identification des entreprises commerciales d'État.
 - Désignation des produits visés (*y compris le(s) numéro(s) de position tarifaire correspondant(s)*).
2. Raison et objet
 - Raison ou objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État.
 - Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales et une brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels.
3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'État
 - Exposé succinct donnant un aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État.
 - Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État.
4. [Dans la mesure du possible,] données annuelles sur les exportations totales des produits visés.

Renseignements additionnels sous réserve des considérations normales relatives à la confidentialité commerciale

1. Exportations (valeur/volume).
 2. Prix à l'exportation.
 3. Destination des exportations.
-

PROHIBITIONS OU RESTRICTIONS À L'EXPORTATION**PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE**

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Rappelant et réaffirmant l'article 12 de l'Accord sur l'agriculture et l'article XI du GATT de 1994,

Au vu du soutien humanitaire essentiel fourni par le Programme alimentaire mondial, rendu plus urgent par la pandémie de COVID-19 et d'autres crises,

Étant entendu que le Programme alimentaire mondial prend toujours ses décisions d'achat en s'appuyant sur le principe de "ne pas nuire" au Membre fournisseur et encourage les achats locaux et régionaux de produits alimentaires,

Soulignant l'importance de la transparence et du suivi effectif des prohibitions et restrictions à l'exportation de produits alimentaires pour un environnement commercial international prévisible et la sécurité alimentaire internationale, y compris compte tenu de la pandémie de COVID-19,

Prenant note des propositions présentées par les Membres à cet égard,

Décide ce qui suit:

1. Les Membres n'imposeront pas de prohibitions ou restrictions à l'exportation de produits alimentaires achetés à des fins humanitaires non commerciales par le Programme alimentaire mondial. [Il est entendu que la sécurité alimentaire des Membres ne sera pas compromise par ces achats.]
2. Aux fins de l'article 12:1 b) de l'Accord sur l'agriculture, tout Membre instituant de nouvelles prohibitions ou restrictions à l'exportation pour prévenir une situation critique due à une pénurie de produits alimentaires ou pour remédier à cette situation conformément à l'article XI:2 a) du GATT de 1994 notifiera[, si possible,] la mesure au Comité de l'agriculture en lui adressant un avis écrit au plus tard [30] jours avant son entrée en vigueur. [Néanmoins, lorsqu'une situation critique due à une pénurie de produits alimentaires est provoquée par un événement constituant un cas de force majeure, il ne sera pas nécessaire d'appliquer le délai de notification préalable de [30 jours]. Dans ces cas, le Membre adressera un avis écrit au Comité de l'agriculture aussi longtemps à l'avance que cela sera réalisable mais pas plus tard que [10 jours] après qu'elle aura pris effet.]
3. Les dispositions du paragraphe 2 de la présente décision ne s'appliqueront pas i) aux pays les moins avancés ou pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA)¹ Membres instituant de nouvelles prohibitions ou restrictions temporaires à l'exportation de produits alimentaires; ni ii) aux autres pays en développement Membres instituant de nouvelles prohibitions ou restrictions temporaires à l'exportation de produits alimentaires, à moins que la mesure ne soit prise par un pays en développement Membre qui est un exportateur net des produits alimentaires spécifiques concernés.
4. Afin qu'il les aide mieux à mettre en œuvre les articles 12 et 18 de l'Accord sur l'agriculture, les Membres invitent le Secrétariat de l'OMC à:
 - 4.1 poursuivre ses efforts pour aider les pays en développement Membres à respecter les prescriptions pertinentes en matière de notification, y compris au moyen de conseils ponctuels, d'une assistance technique et d'un soutien pour le renforcement des capacités, et

¹ Tels qu'énumérés dans la dernière révision du document G/AG/5.

- 4.2 fournir des données annuelles sur les volumes et les valeurs des exportations et des importations des Membres en ce qui concerne les produits agricoles définis à l'Annexe I de l'Accord sur l'Agriculture.²
 5. Les Membres réaffirment leur droit de recourir aux paragraphes 6 et 7 de l'article 18 de l'Accord sur l'Agriculture en ce qui concerne les prohibitions et restrictions à l'exportation.
 6. Les Membres recourant au mécanisme de consultation conformément à l'article 12:1 b) de l'Accord sur l'Agriculture s'efforceront de faire rapport au Comité de l'Agriculture sur l'avancement des consultations aussi tôt que cela sera réalisable.
 7. [Les Membres s'engagent à étudier les moyens de mettre à jour et de clarifier les prescriptions et modèles pour les notifications figurant dans le document G/AG/2, compte dûment tenu des contraintes de capacité de certains Membres. Il pourra s'agir notamment de clarifications relatives à la description des situations critiques dues à une pénurie qui justifient l'imposition de la mesure ou à la façon dont les effets sur la sécurité alimentaire des Membres importateurs ont été dûment pris en considération.]
 8. Les Membres poursuivront les négociations sur les moyens d'améliorer la transparence et la prévisibilité des prohibitions et restrictions à l'exportation après la CM12, y compris en examinant comment clarifier les dispositions pertinentes de l'OMC, y compris en ce qui concerne les prescriptions en matière de notification pour les mesures de longue durée.
-

² Ces données proviendront de bases de données internationales officiellement disponibles, de données fournies par les Membres de l'OMC au Secrétariat de l'OMC ou d'autres sources pertinentes reconnues et facilement accessibles.

COTON**PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE**

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Soulignant l'importance vitale du coton pour un certain nombre d'économies en développement et, en particulier, pour les moins avancées d'entre elles,

Prenant en compte les tendances récentes sur les marchés du coton, y compris les conséquences de la pandémie de COVID-19,

Soulignant à cet égard l'importance de la transparence et du suivi effectif des mesures commerciales relatives au coton qui ont une incidence sur le commerce et les marchés du coton,

Se félicitant des mécanismes de transparence et de suivi spécifiques liés au coton mis en place à la suite des précédentes Conférences ministérielles, y compris le portail sur le coton lancé à l'occasion de la CM11,

Décide ce qui suit:

VOLET LIÉ AU COMMERCE

1. Les Membres s'engagent à continuer de tenir deux fois par an des discussions spécifiques sur le coton, comme cela est prescrit aux paragraphes 5, 6 et 7 de la Décision ministérielle de Bali sur le coton (WT/MIN(13)/41-WT/L/916) et confirmé au paragraphe 14 de la Décision ministérielle de Nairobi sur le coton (WT/MIN(15)/46-WT/L/981).
2. Les Membres s'engagent à continuer de suivre la mise en œuvre des engagements contenus dans la Décision ministérielle de Nairobi sur le coton dans les trois piliers que sont l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation pendant les discussions spécifiques sur le coton, sur la base des notifications pertinentes des Membres à l'OMC, complétées si nécessaire par les réponses des Membres aux demandes de renseignements spécifiques du Secrétariat de l'OMC.
3. Les Membres accueillent avec satisfaction les travaux entrepris pendant les discussions spécifiques sur le coton pour le suivi du commerce et des marchés du coton, y compris dans le cadre d'événements parallèles, notamment en ce qui concerne l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur de coton et félicitent les partenaires de l'OMC participant à cet exercice.
4. Les Membres prennent acte de la déclaration relative aux négociations de l'OMC sur le coton adoptée par un groupe de Membres le 7 octobre 2019 (JOB/AG/165) et s'engagent à intensifier les discussions sur les facteurs qui ont un effet négatif sur le commerce et les marchés du coton et à poursuivre leurs efforts pour améliorer la transparence et le suivi des mesures commerciales relatives au coton.
5. [À cette fin, les Membres s'engagent en particulier à étudier les moyens d'améliorer la collecte, le traitement et la distribution de données pertinentes relatives au coton, y compris en mettant à jour et en clarifiant selon qu'il sera nécessaire le questionnaire semestriel sur le coton et les prescriptions et modèles pour les notifications figurant dans le document G/AG/2, compte dûment tenu des contraintes de capacité de certains Membres.]
6. S'agissant de la Décision ministérielle sur le soutien interne (*cote du document*), les Membres conviennent de poursuivre les négociations sur la réduction du soutien interne pour le coton ayant des effets de distorsion des échanges après la CM12, conformément au mandat de traiter le coton de manière ambitieuse, rapide et spécifique dans le cadre des négociations sur

l'agriculture. Les négociations seront fondées sur les communications existantes et futures des Membres, ainsi que sur les notifications actualisées concernant le soutien interne.

7. Les Membres conviennent d'examiner les progrès accomplis concernant le coton à la treizième Conférence ministérielle et d'adopter toutes décisions nécessaires. À cet égard, ils invitent la Directrice générale à présenter à la Conférence un rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des éléments liés au commerce de la présente décision, y compris en ce qui concerne les négociations sur le soutien interne pour le commerce du coton.

VOLET AIDE AU DÉVELOPPEMENT

8. [À développer.]
-

**MÉCANISME DE SAUVEGARDE SPÉCIALE EN FAVEUR
DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES**

PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Réaffirmant la Décision ministérielle du 19 décembre 2015 (WT/MIN(15)/43-WT/L/978),

Dans le contexte de l'examen des questions agricoles en suspens, et

Prenant note des propositions présentées par les Membres à cet égard,

Décide ce qui suit:

1. Conformément à la Décision ministérielle de Nairobi (WT/MIN(15)/43-WT/L/978), les Membres poursuivront les négociations sur un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement Membres au cours de sessions spécifiques du Comité de l'agriculture réuni en Session extraordinaire.
 2. Afin d'accomplir des progrès dans les négociations, les Membres mèneront des discussions techniques approfondies sur les thèmes spécifiques suivants identifiés dans le cadre du processus mené par la facilitatrice sur le MSS: évaluation des poussées des importations et des baisses de prix; seuils de déclenchement et contre-vérification; mesures correctives; portée, y compris le champ d'application et le traitement du commerce préférentiel; et transparence et autres questions.
 3. Les discussions techniques seront guidées par les dispositions relatives à la sauvegarde spéciale (SGS) de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture compte tenu de l'expérience acquise en ce qui concerne sa mise en œuvre depuis 1995.
 4. Le Conseil général examinera régulièrement les progrès accomplis dans ces négociations.
-

**DÉTENTION DE STOCKS PUBLICS À DES
FINS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE****PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE N° 1**

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Prenant acte de la Décision ministérielle du 7 décembre 2013 (WT/MIN(13)/38-WT/L/913), de la Décision du Conseil général du 27 novembre 2014 (WT/L/939) et de la Décision ministérielle du 19 décembre 2015 (WT/MIN(15)/44-WT/L/979), et

Reconnaissant l'importance des programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire pour les pays en développement Membres[, comme la pandémie de COVID-19 l'a encore davantage mis en évidence],

Décide ce qui suit:

1. Par la présente décision, les Membres conviennent de mettre en place une solution permanente telle que définie ci-après concernant la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. La présente décision remplace la solution provisoire (WT/MIN(13)/38-WT/L/913) concernant la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire adoptée à Bali (Indonésie) en décembre 2013, telle que clarifiée dans la Décision du Conseil général du 27 novembre 2014 (WT/L/939).
2. Sous réserve que les conditions énoncées aux paragraphes 3 à 6 soient remplies, les Membres ne contesteront pas, dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, le respect par un pays en développement Membre de ses obligations au titre des articles 6:3 et 7:2 b) de l'Accord sur l'agriculture en ce qui concerne le soutien accordé pour [tout produit alimentaire visé]/[les cultures vivrières de base traditionnelles¹] conformément aux programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire^{2,3}, qui sont compatibles avec les critères énoncés au paragraphe 3, dans la note de bas de page 5 et dans la note de bas de page 5 & 6 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

NOTIFICATION ET TRANSPARENCE

3. Pour se prévaloir de la présente décision, un pays en développement Membre devra:
 - a. avoir fourni, avant la notification au titre de l'alinéa b ci-dessous, des renseignements généraux au sujet de chaque programme de détention de stocks publics qu'il maintient à des fins de sécurité alimentaire, conformément au paragraphe 2, en remplissant les rubriques 2 à 4 du modèle contenu dans l'Annexe⁴;
 - b. avoir notifié au Comité de l'agriculture, au plus tard comme indiqué à l'alinéa c ci-dessous, qu'il dépasse ou risque de dépasser l'une ou les deux de ses limites de la mesure globale

¹ Cette expression désigne les produits agricoles primaires qui sont des aliments de base prédominants du régime traditionnel de la population d'un Membre en développement.

² La présente décision devrait être interprétée comme visant les programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire existant au 7 décembre 2013 ainsi que les nouveaux programmes introduits après cette date par les pays les moins avancés Membres, et ceux des pays en développement Membres [avec une limite maximale d'achat ne dépassant pas au total [15%] de la quantité de production nationale de la culture en question].

³ La présente décision n'empêche pas les pays en développement Membres d'introduire des programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture.

⁴ Cela est sans préjudice de l'obligation en matière de notification du soutien interne existante énoncée dans le document G/AG/2 conformément à l'article 18:3 de l'Accord sur l'agriculture.

du soutien (MGS) (la MGS totale consolidée du Membre ou le niveau *de minimis*) en raison de ses programmes susmentionnés;

- c. s'être acquitté pour la première année où il invoque la présente décision, et continuer de s'acquitter pendant toute la période durant laquelle il invoque la présente décision, de ses obligations en matière de notification du soutien interne au titre de l'Accord sur l'agriculture conformément au document G/AG/2 du 30 juin 1995, mais au plus tard dans le délai spécifié dans l'Annexe;
- d. avoir fourni pour la première année où il se prévaut de la présente décision, et continuer de fournir sur une base annuelle pendant toute la période durant laquelle il se prévaut de la présente décision, des renseignements additionnels, ainsi que la notification prévue aux alinéas b et c ci-dessus, en remplissant le modèle contenu dans l'Annexe, pour chaque programme de détention de stocks publics qu'il maintient à des fins de sécurité alimentaire; et
- e. fournir tous renseignements statistiques pertinents additionnels indiqués dans l'Appendice statistique de l'Annexe dès qu'ils seront disponibles, ainsi que tous renseignements mettant à jour ou corrigeant les renseignements déjà communiqués.

ANTICONTOURNEMENT/SAUVEGARDES

4. Tout pays en développement Membre qui demandera que ses programmes soient visés au titre du paragraphe 2 veillera à ce que les stocks achetés dans le cadre de ces programmes n'aient pas d'effet de distorsion des échanges ni d'effet défavorable sur la sécurité alimentaire d'autres Membres.⁵
5. La présente décision ne sera pas utilisée d'une manière qui entraîne un accroissement du soutien soumis à la limite de la MGS totale consolidée du Membre ou à la limite *de minimis* accordé au titre de programmes autres que ceux qui sont notifiés au titre du paragraphe 3.b.

CONSULTATIONS

6. Un pays en développement Membre se prévalant de la présente décision tiendra, sur demande, des consultations avec d'autres Membres sur le fonctionnement de ses programmes de détention de stocks publics notifiés au titre du paragraphe 3.b et fournira les renseignements nécessaires.

SURVEILLANCE

7. Le Comité de l'agriculture surveillera les renseignements communiqués au titre de la présente décision.

DISPOSITIONS FINALES

8. La présente décision ne sera pas interprétée comme faisant obstacle au programme de réforme de l'agriculture issu du Cycle d'Uruguay qui vise à remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et à les prévenir, comme indiqué dans le préambule de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, les pays en développement Membres invoquant la présente décision pour leurs programmes de détention de stocks publics [et qui sont en mesure de le faire], [entreprendront]/[s'efforceront d'entreprendre] les réformes nécessaires pour se remettre en conformité avec leurs obligations au titre dudit accord.

⁵ Les Membres confirment qu'ils comprennent que les stocks achetés dans le cadre de ces programmes seront utilisés exclusivement à des fins de sécurité alimentaire et ne seront pas exportés. [Cette interprétation ne s'appliquera pas aux achats de produits alimentaires effectués par le Programme alimentaire mondial à des fins humanitaires non commerciales.]

ANNEXE**MODÈLE****[Nom du pays en développement Membre]****Renseignements généraux**

1. Renseignements factuels confirmant que la notification DS:1 et les tableaux explicatifs correspondants ont été présentés dans les [24 mois] au plus tard après la fin de l'année considérée (par exemple date et détails du document)
2. Renseignements détaillés sur le programme permettant d'identifier l'objectif de sécurité alimentaire et l'échelle du programme, dont:
a. Nom du programme
b. Culture(s) vivrière(s) essentielle(s) traditionnelle(s) visée(s)
c. Organisme chargé de la mise en œuvre
d. Lois et réglementations pertinentes
e. Date de début du programme
f. Critères ou directives objectifs publiés officiellement
3. Description concrète de la manière dont le programme fonctionne, y compris:
a. Dispositions relatives à l'achat de stocks, y compris la façon dont le prix d'acquisition administré est déterminé
b. Dispositions relatives au volume et à l'accumulation des stocks, y compris toutes dispositions relatives à des objectifs et à des limites quantitatives prédéterminés
c. Dispositions relatives au déblocage de stocks, y compris détermination du prix de déblocage et ciblage (admissibilité à recevoir des stocks achetés)
4. Description de toutes mesures visant à réduire au minimum les effets de distorsion de la production ou du commerce du programme
5. Renseignements statistiques (suivant l'appendice statistique ci-après)
6. Tous autres renseignements jugés pertinents, y compris les données de sites Web

Appendice statistique (par culture) (données pour les trois dernières années)

	Unité	[Année 1]	[Année 2]	[Année 3]
[Nom de la culture]				
a. État initial des stocks				
b. Achats annuels dans le cadre du programme (valeur)				
c. Achats annuels dans le cadre du programme (quantité)				
d. Déblocages annuels dans le cadre du programme (valeur)				
e. Déblocages annuels dans le cadre du programme (quantité)				
f. Prix d'achat				
g. Prix de déblocage				
h. Stocks en fin d'année				
i. Production totale (quantité)				
j. Production totale (valeur)				
k. Renseignements sur la population bénéficiant du déblocage de ce produit et des quantités débloquées:				
- Nombre estimé de bénéficiaires au niveau national et, si possible, au niveau infranational				
- Quantités débloquées pour les bénéficiaires au niveau national et, si possible, au niveau infranational				
- Autres				
l. Dans le cas d'une aide publique au stockage privé, statistiques sur le soutien accordé et toutes statistiques actualisées				
m. Importations totales (valeur)				
n. Importations totales (quantité)				
o. Exportations totales (valeur)				
p. Exportations totales (quantité)				

**DÉTENTION DE STOCKS PUBLICS À DES
FINS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE N° 2

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Prenant acte de la Décision ministérielle du 7 décembre 2013 (WT/MIN(13)/38-WT/L/913), de la Décision du Conseil général du 27 novembre 2014 (WT/L/939) et de la Décision ministérielle du 19 décembre 2015 (WT/MIN(15)/44-WT/L/979),

Reconnaissant l'importance des programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire pour les pays en développement Membres[,comme la pandémie de COVID-19 l'a encore davantage mis en évidence], et

Prenant note des propositions présentées par les Membres à cet égard,

Décide ce qui suit:

1. Conformément à la Décision ministérielle de Nairobi (WT/MIN(15)/44-WT/L/979), les Membres poursuivront les négociations et feront tous les efforts concertés possibles pour convenir d'une solution permanente à la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et l'adopter lors de sessions spécifiques du Comité de l'agriculture réuni en Session extraordinaire.
 2. [Dans l'intervalle, les Membres conviennent de proroger la solution provisoire établie par la Décision ministérielle du 7 décembre 2013 (WT/MIN(13)/38-WT/L/913) et la Décision du Conseil général du 27 novembre 2014 (WT/L/939) pour les programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire des pays les moins avancés adoptés après le 7 décembre 2013.]
 3. Le Conseil général examinera régulièrement les progrès accomplis dans ces négociations.
-

TRANSPARENCE

PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Soulignant l'importance de la transparence à l'OMC, et en particulier sa contribution pour faire en sorte que les marchés agricoles soient équitables, efficaces et résilients,

Dans le contexte de la modernisation et de la rationalisation des obligations de transparence afin de les rendre plus utiles sans qu'elles représentent une charge déraisonnable,

Accueillant avec satisfaction les divers éléments renforçant la transparence qui figurent dans d'autres décisions ministérielles adoptées dans le cadre du résultat concernant l'agriculture à la douzième Conférence ministérielle,

Prenant note des propositions présentées par les Membres à cet égard,

Décide ce qui suit:

1. Conformément aux dispositions figurant à l'article 18 de l'Accord sur l'agriculture et dans le document G/AG/2 du 30 juin 1995 intitulé "*Prescriptions en matière de notification et modes de présentation des notifications*", les Membres s'engagent à renforcer la transparence afin d'améliorer le suivi dans tous les domaines de l'agriculture.
 2. Il est donné pour instruction au Secrétariat de l'OMC de fournir régulièrement des renseignements au Comité de l'agriculture sur l'assistance technique disponible, y compris des exemples de coopération récente, en vue d'aider les Membres à préparer les notifications conformément au document G/AG/2 et à respecter d'autres prescriptions en matière de transparence et de suivi pertinentes.
 3. Les Membres se félicitent de l'élaboration d'outils informatiques par le biais du Système de gestion des renseignements relatifs à l'agriculture (Ag-IMS) pour faciliter le traitement des données et la communication de données en ligne par les Membres aux fins de la mise en œuvre de leurs obligations de notification conformément au document G/AG/2 et d'autres prescriptions en matière de transparence et de suivi.
 4. [Les Membres conviennent d'établir un programme de travail sous les auspices du Comité de l'agriculture pour mettre en œuvre toutes les révisions du document G/AG/2 et tous les ajouts à ce document que les Membres sont convenus d'étudier dans d'autres décisions ministérielles adoptées dans le cadre du résultat concernant l'agriculture à la douzième Conférence ministérielle pour le [date].]
-